

**Zeitschrift:** Domaine public

**Band:** - (2012)

**Heft:** 1979

**Artikel:** Le Temps qui passe : l'arrivée en force du groupe zurichois Tamedia en Suisse romande fragilise les produits de presse les moins rentables

**Autor:** Jaggi, Yvette

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024724>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 19.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

que l'on parle de monopole. Mais de fait Tamedia est en situation de dominateur.

Le risque, c'est que Tamedia peut vouloir jouer sur la diversité des titres. Il assignerait à une seule publication, à côté du journal de base tout public, une spécialisation économique, sportive, culturelle, etc. Or,

nous sommes à un moment où la presse partout en Europe et aux Etats-Unis est remise en cause. Des abonnements payants, limités à des articles précis, sont déjà proposés sur Internet.

Devant ces incertitudes, on souhaiterait que des personnalités politiques, à la

manière d'[Yvette Jaggi](#) dans l'article qui suit, fassent entendre à Zurich que la Suisse romande a une cohésion qui ne se limite pas à la revendication d'une troisième voie CFF. Les équilibres sont fragiles. Pour la première fois, un pouvoir alémanique contrôle la communication des grands quotidiens romands. Il détient une responsabilité fédérale.

## Le Temps qui passe

L'arrivée en force du groupe zurichois Tamedia en Suisse romande fragilise les produits de presse les moins rentables

---

Yvette Jaggi - 17 décembre 2012 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/22312>

Une fusion l'a créé, une fusion pourrait le tuer. Le 18 mars 1998, *Le Temps* prenait à la fois la relève du *Journal de Genève*, qui paraissait depuis 1826 et avait lui-même absorbé la *Gazette de Lausanne* en 1991, et celle du *Nouveau Quotidien* dont l'aventure avait duré tout juste sept ans.

Cette fusion fondatrice a donné naissance au quotidien qui peut légitimement se qualifier lui-même de «*Média suisse de référence*». *Le Temps* est effectivement le seul journal romand lu outre-Sarine comme le *junior partner* de la *Neue Zürcher Zeitung*, et régulièrement cité dans les revues de presse internationales. Une double performance réalisée grâce à la qualité du travail fourni par une équipe de journalistes dont les effectifs viennent de subir

une nouvelle réduction.

Les [onze suppressions de postes](#) (en équivalent plein temps) prononcées à la fin du mois dernier, qui ont touché au total 18 personnes, sont l'effet direct de la fusion d'Edipresse avec Tamedia. Cette opération, menée avec une dureté inhabituelle dans notre pays, a profondément modifié les rapports du journal *Le Temps* avec ses propriétaires qui ont eux-mêmes changé leur manière de jouer le double rôle d'éditeur-investisseur. Jusqu'en 2009, deux groupes de presse alémanique (Ringier) et romand (Edipresse) se partageaient, à raison de 46,23% chacun, la majorité du capital de la société Le Temps SA. Le solde revenait – et revient toujours – à trois actionnaires minoritaires: un banquier privé genevois, le

journal *Le Monde* ainsi que la Société des rédacteurs et du personnel du *Temps*; cette dernière participe à l'assemblée générale, mais n'est pas représentée au conseil d'administration.

En mars 2009, Edipresse Suisse et Tamedia décidaient de «*réaliser un rapprochement stratégique*». En clair, cet euphémisme annonçait un processus de rachats successifs par Tamedia des titres édités par Edipresse Suisse. Au total, le prix de l'opération devrait atteindre au maximum la somme de 537 millions, dont un solde de 69 à 130 millions reste à payer en fonction des résultats, d'ici le 31 mars 2013 au plus tard. Le 4 avril 2012, Edipresse Suisse cessait de fait ses activités en nom propre et devenait Tamedia Publications romandes, l'une des cinq

subdivisions du groupe pour les produits de la presse écrite et numérique, pas la moins rentable d'ailleurs.

## Objectif rendement

Chez Tamedia, on ne plaisante pas avec les questions de rentabilité. En 2011, l'ensemble du groupe a permis de dégager une marge EBITDA (excédent d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements) de **20,4%**. Un taux inférieur à celui du secteur «*print national*», comprenant notamment les médias vendus par Edipresse Suisse, qui atteignait un confortable revenu brut de 25,5%, grâce principalement aux trois éditions du très rémunérateur journal gratuit *20 Minutes*. Selon Pietro Supino, président de Tamedia, et Martin Knall, son directeur général depuis dix ans et jusqu'à la fin 2012, la barre du rendement brut exigé ne peut être posée que très haut, bien au-dessus des misérables 9,6% de l'information numérisée.

Pour *Le Temps*, les maîtres de Tamedia font une exception, qu'ils croient sans doute fort généreuse, en reprenant, mais comme plancher, l'**objectif à 8%** fixé par le conseil d'administration du *Temps* en 2005 déjà. Cette marge brute a été atteinte en 2008 et 2011, alors que les chiffres restaient au noir ces dernières années. Un véritable exploit dans les conditions faites au quotidien par le Centre d'impression de Bussigny, désormais également tombé dans le giron de Tamedia, sans que ce dernier

ne parvienne à faire modifier un contrat défavorable au *Temps* mais valable jusqu'en 2015.

D'où les licenciements assumés sans trop d'états d'âme par la directrice [Valérie Boagno](#), qui constate que *Le Temps* a le double handicap d'opérer sur le «*micromarché*» romand et d'être écrit en français, ce qui le prive des internautes anglophones si importants pour un journal qui soigne sa rubrique Economie et finance. Et en sa qualité de présidente de [Médias suisses](#) qui rassemble les éditeurs romands, la même Valérie Boagno défend la **résiliation** de la convention collective de travail des journalistes: «*Nous demandons que les éditeurs aient davantage de liberté pour fixer les salaires en fonction du mérite et pas de manière automatique selon l'ancienneté.*» Pas de quoi donner confiance à des journalistes inquiets pour leur avenir et celui du journal.

Moins patronales et plus nuancées, les explications du rédacteur en chef [Pierre Veya](#) se veulent rassurantes: «*Le Temps n'est pas en danger.*» Pour fonder cette assertion optimiste, il aurait pu s'adresser aux investisseurs, leur demander des moyens supplémentaires afin de financer les développements et de prévenir les dangers à venir. Au contraire, le voici entraîné avec son équipe sur une voie de plus en plus étroite, comme si l'on pouvait faire mieux avec moins. «*Le Temps adaptera ses contenus; ils seront plus*

*sélectifs, plus nerveux et exclusifs en semaine [tandis que] l'offre magazine du samedi (...) sera renforcée par de nouveaux contenus.*» On ne demande qu'à le croire.

De son côté, le conseil d'administration de la société éditrice du *Temps* a tout pour accéder aux exigences des nouveaux patrons zurichois: un président, Stéphane Garelli, professeur à l'[IMD](#) et obsédé de compétitivité, deux hommes de Tamedia (le président Supino et le directeur des publications romandes Serge Reymond) accompagnés par celui qui leur a vendu les principaux quotidiens romands et nombre d'autres titres, Pierre Lamunière; trois représentants du groupe Ringier (le propriétaire Michael Ringier, le directeur des publications papier Marc Walder et le directeur de Ringier Romandie Daniel Pillard). Dans cette constellation essentiellement alémanique, le banquier privé genevois (Claude Demole) et l'homme du *Monde* (Jean-Clément Texier) font figure de francophones modérateurs.

## Les scoops aux Alémaniques

Les rapports de force financiers ne restent évidemment pas sans effet sur les enjeux éditoriaux. Voir le cas tout à fait significatif du projet commun d'Ernesto Bertarelli et d'Hansjörg Wyss, lesquels se proposent de racheter une partie au moins du futur ex-siège du groupe pharmaco-chimique allemand Merck Serono à Genève. Ils



souhaitent y aménager un centre de recherche en sciences de la vie et biotechnologies, en collaboration avec l'EPFL et l'Université de Genève. Le scoop annonçant cet important projet est paru douze heures avant la conférence de presse, non pas dans *Le Temps* ou l'un des trois grands quotidiens lémaniques appartenant à Tamedia (*24 Heures*, *Tribune de Genève*, *Le Matin*), mais à la une du *Tages-Anzeiger*, son principal quotidien entièrement maison!

L'incident, peut-être banal, signale bien où le groupe place ses priorités, parmi lesquelles les journaux romands pèsent décidément peu. Difficile de croire que les dirigeants de Tamedia se montreront

désireux et capables de développer une sensibilité aux réalités extra-financières, tant ils s'accrochent à leurs ratios et objectifs quantitatifs. A force de considérer les journaux comme de simples produits à vendre et supports à publicité, ils semblent ignorer - ou veulent oublier - le rôle culturel des quotidiens diffusés dans une région parlant et lisant une langue minoritaire au plan national.

En particulier, ils n'ont pas compris l'importance du label *Temps*, seul quotidien à la fois bien ancré en Suisse romande et remarqué bien au-delà de ce «micromarché». Un quotidien qui se bat primordialement pour son contenu rédactionnel et sa tenue, mais aussi sur le

front commercial. Ainsi, *Le Temps* a le premier mis en œuvre un modèle que tous les journaux auront bientôt adopté, celui de l'accès payant à la plupart des articles mis en ligne sur leur site.

Ces efforts seront-ils reconnus jusqu'à Zurich? Passeront-ils la barrière invisible de l'indifférence à laquelle se heurtent tous les téméraires qui tentent de faire bouger quelque chose en Suisse à partir de l'Ouest, d'où rien de nouveau n'est censé venir? Pas facile de faire accepter à nos Confédérés alémaniques l'idée que des Romands peuvent élaborer un projet original et sérieux. Manifestement, *Le Temps* n'a pas retenu l'attention des patrons de Tamedia.

## Réformer la prévoyance vieillesse

Alain Berset élabore un menu copieux dont la digestion n'est pas garantie

Jean-Pierre Ghelfi - 17 décembre 2012 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/22338>

En présentant les orientations du Conseil fédéral pour la réforme globale [Prévoyance vieillesse 2020](#), Alain Berset s'est engagé dans la plus compliquée des réflexions.

Il envisage d'élaborer un menu copieux plutôt que de proposer un service sur assiettes. Les échecs antérieurs récents devant le peuple ou devant le Parlement, s'agissant de l'AVS (1er pilier) et de la prévoyance professionnelle (2e pilier),

incitent à un optimisme très mesuré.

Pascal Couchepin, lorsqu'il était au département de l'intérieur, avait d'abord rêvé grand pour aménager le système d'assurance-maladie. Sans succès. Il avait alors revu sa carte et multiplié les entrées pour ménager aux convives un temps de digestion entre chaque service. Sans beaucoup plus de réussite.

Alain Berset aura-t-il plus de chance, ou plutôt plus de savoir-faire culinaire? Ce n'est pas gagné d'avance. D'ailleurs, même pas un mois après avoir fait part de ses intentions, un front bourgeois compact [«exige»](#) qu'il accélère le *tempo* et présente sans tarder des propositions pour élever l'âge de la retraite des femmes à 65 ans et pour introduire un «frein à l'endettement» dans le domaine de l'AVS.